



OBJECTIF AFRIQUE

LETTRE D'INFORMATION ÉCONOMIQUE

N° 60 – 20 JANVIER 2017

SOMMAIRE

- ▼ ACTUALITE REGIONALE
- ▼ CONJONCTURE
- ▼ ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES
- ▼ PROJETS ET FINANCEMENTS
- ▼ SECTEURS D'ACTIVITES
 - AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE
 - ENERGIE ET MATIERES PREMIERES
 - INDUSTRIE
 - SERVICES
- ▼ ENTREPRISES
- ▼ CARNET ET AGENDA

RDC :
LA FONDATION
VIRUNGA ET AERA
GROUP ENGAGENT
LA 1ERE
CERTIFICATION
CARBONE POUR UN
PROJET D'ENERGIE
RENOUVELABLE

MOZAMBIQUE :
DEFAUT SUR LA DETTE
PUBLIQUE ET
DEGRADATION DE LA
NOTATION
SOVERAINE

AFRIQUE AUSTRALE :
CONFIRMATION DE LA
REPRISE DE LA
CROISSANCE
ECONOMIQUE
REGIONALE

MAURICE :
NOMBRE RECORD DE
TOURISTES EN 2016
AVEC PRES DE 1,3
MILLION DE VISITEURS

NIGERIA : LA NNPC
CHERCHE A ACCROITRE
LES REVENUS
PROVENANT DES
CHAMPS PETROLIERS
EN EAU PROFONDE

KENYA : EVOLUTION A
LA HAUSSE DE LA NOTE
COFACE

AFRIQUE DU SUD :
PUBLICATION DE LA
PREMIERE NORME
NATIONALE SUR
L'AGRICULTURE
BIOLOGIQUE

SOUDAN :
VERS UNE
REOUVERTURE DU
SECTEUR PETROLIER
SOUDANAIS

CONGO : LES EXPERTS
FINALISENT LE
NOUVEAU SYSTEME
COMPTABLE DE
L'OHADA



MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
ET DU DÉVELOPPEMENT
INTERNATIONAL

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

ACTUALITE REGIONALE

▼ Le groupe français Precia Molen poursuit son développement en Afrique

Le groupe français Precia Molen annonce avoir conclu un protocole d'acquisition de 80 % de la société CAPI SA à Abidjan (Côte d'Ivoire) et de sa filiale CAPI BF à Ouagadougou (Burkina Faso), confirmant ainsi sa stratégie de développement sur le continent africain après la création en 2008 de sa filiale Precia Molen Maroc à Casablanca. Ces sociétés sont spécialisées dans la vente et le service d'instruments de pesage industriel en Afrique francophone où CAPI est le leader historique du pesage. Ces solutions sont destinées aussi bien à l'industrie lourde (mines, carrières, sidérurgie, énergie, environnement...) qu'à l'industrie légère (agro-alimentaire, chimie, transport et logistique...) et aux administrations (postes, collectivités territoriales...).

✉ valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ La BOAD et la BIDC financent la réhabilitation du corridor Lomé-Ouagadougou

La Banque ouest-africaine de développement (BOAD) et la Banque d'investissement et de développement de la CEDEAO (BIDC) financeront pour plus de 12 Mds FCFA (18,3 M EUR) les travaux de réhabilitation du corridor Lomé-Ouagadougou. Ces travaux seront réalisés par le groupe tunisien Soroubat, retenu à l'issue d'un appel d'offres. Le contrat est estimé à 13,3 Mds FCFA (20,3 M EUR).

✉ michel.dhe@dgtresor.gouv.fr

▼ Au départ de Lagos, la compagnie aérienne Med-View Airline lance une liaison aérienne vers le Ghana, le Libéria et la Sierra Leone

D'après le *Daily Observer*, la compagnie aérienne privée nigériane Med-View Airline a opéré son premier vol depuis Lagos à destination de l'aéroport international Roberts (RIA) au Libéria le mardi 20 décembre. Med-View effectuera cette liaison vers Accra (Ghana), Monrovia (Libéria) et Freetown (Sierra Leone) régulièrement. Med-View a initié ses vols au Nigéria en 2007, en direction de La Mecque, avant de commencer ses opérations domestiques en 2012. La compagnie aérienne vole également vers Londres, Dubaï et Djeddah.

✉ fabrice.uzum@dgtresor.gouv.fr

▼ Commerce panafricain : les objectifs intenable d'Afreximbank ?

L'institution dédiée au financement et à la promotion du commerce africain prévoit de décaisser plus de 90 Mds USD entre 2017 et 2021, un montant plus de deux fois supérieur aux crédits qu'elle a octroyés depuis sa fondation en 1993. Si aucun responsable de la banque n'était disponible pour détailler ces chiffres, ils semblent pour le moins difficiles à tenir. Quand bien même la banque a doublé son portefeuille de prêts aux secteurs agricole, de l'énergie, des services, des métaux ou des transports, qui sont passés de 3,48 Mds USD en 2013 à 8,29 Mds en 2016. Pareils décaissements signifieraient qu'Afreximbank prêterait davantage en cinq ans qu'elle ne l'a fait de 1994 à 2016, période au cours de laquelle elle estime le total de ses prêts à 41 Mds USD.

✉ redaction@jeuneafrique.com - en savoir plus : <http://www.jeuneafrique.com/newsletters/>

▼ **Énergie : quand le solaire se lève sur le continent africain**

Ces dernières semaines, les centrales solaires ont essaimé sur le continent. Et l'année 2017 annonce déjà une accélération inédite. Le Sénégal dépassera son propre record dès la fin du premier trimestre avec une centrale de 30 MW en construction à Méouane, près de Thiès. Des parcs doivent être construits cette année en Zambie (100 MW) et au Burkina Faso (53 MW). La puissance solaire installée en Afrique est encore anecdotique, loin derrière le charbon, l'hydraulique ou même les millions de générateurs qui continuent d'éclairer le continent. Jusqu'ici globalement limité aux solutions individuelles, à l'instar des kits à succès de la start-up kényane M-Kopa, l'énergie solaire est désormais en passe de s'imposer dans les réseaux électriques.

✉ redaction@jeuneafrique.com - en savoir plus : <http://www.jeuneafrique.com/newsletters/>

CONJONCTURE

▼ Afrique du Sud : inflation au-dessus de la cible suivie par la Banque centrale en 2016

En décembre, le taux d'inflation a augmenté à 6,8 % en g.a après 6,6 % en novembre, portant la hausse moyenne des prix à 6,3 % sur l'ensemble de l'année 2016, en nette augmentation par rapport à 2016 (+4,6 %). Ainsi, l'inflation se situe au-dessus de la cible visée par la banque centrale. En rythme mensuel, les prix ont crû de 0,4 % en décembre après +0,3 % en novembre.

✉ paul.raso@dgtresor.gouv.fr

▼ Mozambique : défaut sur la dette publique et dégradation de la notation souveraine

Le 16 janvier, le gouvernement a annoncé aux détenteurs des obligations d'Etat Mozam 2023 (dette Ematum restructurée en 2016) qu'il ne pourrait pas honorer le paiement du premier coupon de 58,7 M USD attendu le 18 janvier en raison de la détérioration de sa situation financière, les autorités souhaitant restructurer la dette commerciale. Un accord pourrait être conclu après la publication des résultats de l'audit international à venir. Suite à ce non-paiement, l'agence de notation Standard & Poor's a dégradé la notation souveraine du Mozambique de 2 crans de CC à SD (défaut sélectif), en révisant la perspective associée de négative à stable.

✉ paul.raso@dgtresor.gouv.fr

▼ Afrique australe : confirmation de la reprise de la croissance économique régionale

La Banque mondiale projette pour l'Afrique australe une croissance moyenne de 1,7 % en 2017 après 0,7 % en 2016, signalant ainsi la fin du cycle de ralentissement de l'activité grâce notamment à une normalisation des conditions météorologiques et à une reprise bien qu'encore timide des cours des matières premières. Néanmoins, l'activité resterait toujours faible cette année et à moyen terme (2,1 % prévue au niveau régional en 2018/19 – à comparer avec 3 % en 2014 et 4 % environ sur 2010/13) en raison de l'existence d'importants risques baissiers, de la crise actuelle de liquidité (Angola, Mozambique, Zambie et Zimbabwe) et de la persistance d'importants goulots d'étranglement.

✉ paul.raso@dgtresor.gouv.fr

▼ Zimbabwe: nouvelle émission de *bond notes* en décembre, portant le montant total émis à 72,9 M USD

Dans un communiqué du 5 janvier, la Banque centrale a indiqué qu'elle a émis de nouveaux billets d'obligations (*bond notes*) pour un montant total de 72,9 M USD au 31 décembre 2016. Elle ne devrait pas procéder à de nouvelles opérations similaires en 2017.

✉ paul.raso@dgtresor.gouv.fr

▼ **Burkina Faso : point sur le recouvrement fiscal en 2016 et perspectives pour 2017**

La direction générale des impôts (DGI) a recouvré 594 Mds FCFA (905 M EUR) en 2016, contre une prévision de 622 Mds FCFA (948 M EUR) dans la loi de finances. Les prévisions de recettes totales dans la loi de finances 2017 s'élèvent à 1 438 Mds FCFA (2, 2 Mds EUR), dont 720 Mds FCFA (1,1 Md EUR) à mobiliser par la DGI. Pour atteindre ses objectifs record, le gouvernement table sur (i) la mise en place d'une facture normalisée à partir de la mi-février, (ii) l'élargissement de l'assiette fiscale et (iii) la lutte contre la fraude.

✉ michel.dhe@dgtresor.gouv.fr

▼ **Côte d'Ivoire : le nombre d'entreprises créées en hausse de 28 % en 2016 d'après le CEPICI**

Selon le Centre ivoirien de promotion des investissements (CEPICI), 12 166 nouvelles entreprises ont été créées en Côte d'Ivoire en 2016, soit une hausse de 28 % par rapport à 2015 (9 534 entreprises créées). Trois secteurs sont particulièrement concernés par ces créations : les services (46 %), le commerce (30 %) et les BTP (13 %). Concernant l'amélioration du climat des affaires pour faciliter de nouvelles créations d'entreprises, les autorités ivoiriennes ont adopté un agenda de 62 nouvelles réformes à mener entre 2017 et 2019. Plusieurs d'entre elles portent sur l'efficacité des services publics via leur informatisation (e-administration).

✉ saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ghana : dépréciation marquée du cedi depuis décembre 2016**

Après n'avoir perdu que 4 % de sa valeur au cours des 11 premiers mois de l'année, le cedi s'est fortement déprécié en décembre, perdant 9,6 % de sa valeur sur l'année. Cette baisse s'est poursuivie au cours des deux premières semaines de janvier (-0,5 %). Trois raisons principales expliquent cette dépréciation : les achats traditionnellement importants de devises en fin d'année, renforcé en 2016 par l'incertitude liée au scrutin présidentiel ; le début de relèvement des taux de la Fed, qui a détourné l'intérêt des investisseurs institutionnels ; enfin, la chute des recettes en devises à la suite de la baisse de la production d'hydrocarbures dans un contexte d'augmentation des importations.

✉ caroline.delassade@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ethiopie : correctif de la semaine dernière, 1 Md USD de revenus d'exportations sur les cinq premiers mois de l'année fiscale**

L'Ethiopie a dégagé 1,029 Md USD de revenus d'exportations sur les cinq premiers mois de l'année budgétaire 2016/17 (qui s'étend de juillet 2016 à juin 2017). Cette performance est inférieure de 40 % à l'objectif, fixé à 1,7 Md USD, et quasi similaire à celle enregistrée sur la même période l'an dernier, à 1078 Md USD.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ **Kenya : la bourse de Nairobi jugée moins performante en 2016**

Le *Nairobi Stock Exchange (NSE)* a reculé de 6,9 % en 2016, accusant une perte de valeur de 147 Mds KES. Les actions bancaires, représentant plus du quart des actions du NSE et très affectées par la loi d'encadrement des taux, ont concentré la majorité des pertes boursières. Aucune amélioration n'est anticipée par les analystes en 2017, notamment en raison d'une perception en hausse du risque politique à l'approche des élections d'août 2017, et d'une baisse de l'attractivité du NSE pour les investisseurs étrangers en raison de la remontée des taux d'intérêts américains. Pour rappel, seules 26 % des actions sont détenues par des investisseurs kényans.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Maurice : un nombre record de touristes en 2016 avec près de 1,3 million de visiteurs**

Selon *Statistics Mauritius*, les arrivées de touristes en 2016 à Maurice ont progressé de 10,8 % avec un nombre record de visiteurs : 1 275 000 de visiteurs contre 1 151 000 en 2015. La France reste de très loin le premier pourvoyeur, avec près de 420 000 voyageurs à l'arrivée (dont 146 000 Réunionnais), soit 32,9 % du total. Le Royaume-Uni (11,1 %), l'Afrique du Sud (8,3 %), l'Allemagne (8,1 %), l'Inde (6,5 %), la Chine (6,2 %) sont les autres principaux pays d'origine des visiteurs. En dehors de la Chine, dont le nombre de touristes s'est replié de 11,4 %, tous les grands marchés émetteurs ont progressé de façon significative. En 2016, la durée moyenne des séjours s'est établie à 10,4 nuitées

✉ jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr

▼ **Seychelles : versement de 4,4 M USD aux Seychelles par le FMI**

Le FMI vient de valider le versement d'un montant de 4,4 MUSD aux Seychelles à la suite des 4^{ème} et 5^{ème} revues du programme conclu dans le cadre de la Facilité élargie de crédit (FEC) pour la période de juin 2014 à juin 2017. Le FMI avait approuvé en juin 2014 le principe d'un prêt sur trois ans de 17,6 M USD, afin d'appuyer le programme de réformes économiques des Seychelles engagé à la suite de la crise qui avait frappé l'archipel en 2008 et 2009. Même si les administrateurs du FMI ont souligné les progrès réalisés en matière de stabilisation du cadre macroéconomique, l'objectif de ramener la dette publique à 50 % du PIB a été reporté de 2018 à 2020.

✉ jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr

▼ **Soudan : hausse sensible de l'inflation en décembre**

L'inflation pour l'année 2016 s'est élevée à 30 % en fin d'année, soit une vive augmentation par rapport au niveau de 2015 (12 %). Même si cela est principalement dû à la suppression des subventions sur l'essence et l'électricité, le niveau de l'inflation est une source croissante de préoccupations pour les autorités.

✉ olivier.biltz@dgtresor.gouv.fr

▼ **Cameroun : le budget d'investissement public (BIP) exécuté à 91 % en 2016**

Selon le ministère de l'Economie, le taux d'exécution du BIP est de 91,27 % en 2016, en hausse de 5,53 points par rapport à 2015. Le BIP 2016 se situait à 1525,8 Mds FCFA en hausse de 22,5 % par rapport à 2015 et représentait 36,3 % du budget total de l'Etat, contre 31,2 % en 2015.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

▼ **Gabon : hausse des prix à la consommation en 2016**

La Direction générale de la statistique a annoncé une augmentation de 4,1 % de l'indice général des prix entre décembre 2015 et décembre 2016. Les principaux postes d'augmentation restent les biens et services divers (+37 %), ainsi que les transports (+11,2 %). Les dépenses relatives au logement (électricité, gaz, eau, combustibles) ont également augmenté de 12 %. Toutefois, les prix, en décembre 2016, ont légèrement diminué par rapport à novembre (-0,2 %). Les mouvements les plus significatifs sont la baisse des prix des produits alimentaires et boissons non alcoolisées (-0,5 %) et des services de restaurants et d'hôtels (-3,1 %), l'augmentation du prix des transports (+1,2 %) due à l'augmentation du prix des carburants.

✉ naomie.ntumba@dgtresor.gouv.fr

ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

▼ **Mauritanie : adoption d'une nouvelle loi sur les partenariats public-privé (PPP)**

Ce nouveau cadre juridique et institutionnel couvre un champ très large de PPP, de la concession traditionnelle avec délégation de service public tels que les contrats d'affermage, aux PPP à paiement public. La Mauritanie entend ainsi mobiliser davantage d'investisseurs et bailleurs de fonds internationaux pour accélérer les investissements dans les infrastructures publiques.

✉ mamadou.anne@dgtresor.gouv.fr

▼ **Nigéria : la NNPC cherche à accroître les revenus provenant des champs pétroliers en eau profonde**

La Compagnie pétrolière nationale du Nigéria (NNPC) envisage notamment d'augmenter le taux de royalties pour les terrains au-delà de 1000 mètres de profondeur de zéro à 3 %, et de supprimer certaines incitations fiscales. Selon la *US Energy Information Administration*, l'incertitude réglementaire a conduit les compagnies pétrolières internationales à repousser la décision finale d'investissement pour plusieurs projets en eau profonde. Alors que les 8 projets en eau profonde envisagés par les IOC pourraient potentiellement augmenter la production pétrolière de 1,1 M de b/j, seul Total a pris la décision finale d'investissement pour Egina, qui permettra d'ajouter 200 000 b/j en 2018.

✉ victor.berenger@dgtresor.gouv.fr

▼ **Madagascar : changements à la tête de la JIRAMA**

Dans le cadre du redressement de la société nationale de l'eau et l'électricité (JIRAMA), le conseil des ministres a décidé le 17 janvier de limoger son directeur général et de dissoudre son conseil d'administration. La nomination d'une nouvelle direction fait partie des mesures concertées entre le gouvernement et les bailleurs de fonds pour assainir la compagnie, dont la situation financière dégradée pèse lourdement sur les finances publiques. Un administrateur délégué a été nommé pour une période de trois mois, avant le recrutement d'une nouvelle direction via une procédure ouverte et compétitive. Pour rappel, la Banque mondiale finance le programme PAGOSE (65 M USD sur 3 ans) qui accompagne le redressement technique et financier de la JIRAMA.

✉ eric.noitakis@dgtresor.gouv.fr

▼ **Kenya : évolution à la hausse de la notation Coface de B à A4**

L'assureur-crédit français a réévalué à la hausse l'évaluation du risque-pays du Kenya, de B (risque assez élevé) à A4 (risque convenable). Les équipes de Coface considèrent que le pays bénéficie d'une reprise du secteur touristique, d'un niveau élevé d'investissements publics, d'une amélioration du climat des affaires et d'une hausse du prix des principales matières premières exportées dont le thé et les produits horticoles. A l'exception de Maurice, évalué à A3, cette note est à ce jour la plus élevée parmi les pays africains. Le Botswana, le Maroc, la Namibie sont également évalués en risque convenable.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ouganda : accord entre l'Uganda Revenue Authority et l'autorité des zones franches sur la facilitation des démarches administratives**

Un accord a été signé par l'autorité des zones franches (UFZA) et l'*Uganda Revenue Authority*, visant à faciliter les procédures de dédouanement des marchandises importées et destinées aux zones franches. Les zones franches seront reliées au système de suivi électronique des cargaisons et des entrepôts. L'UFZA devra s'assurer qu'aucun commerce de détail ne soit effectué dans les zones franches et déclarer toute nouvelle installation d'activité industrielle. D'autres accords ont déjà été signés entre l'UFZA et des services publics comme le Bureau des services d'enregistrement (URSB), pour l'enregistrement des entreprises, et le Bureau national des normes (UNBS).

✉ thierry.loussakoueno@dgtresor.gouv.fr

▼ **Congo : les experts finalisent le nouveau système comptable de l'OHADA**

Le comité des experts de l'Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires (OHADA) s'est réuni, le 23 janvier à Brazzaville, pour finaliser le projet d'acte uniforme relatif au droit comptable et à l'information financière. Ce projet d'acte uniforme devrait être adopté par le conseil des ministres de cette organisation, lors de sa 43^{ème} session qui se tiendra du 26 au 27 janvier dans la capitale congolaise. Le nouvel acte révisé devrait permettre la mise en place d'un véritable droit commun des affaires et combler quelques insuffisances constatées dans l'ordonnement juridique de l'OHADA.

✉ ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

PROJETS ET FINANCEMENTS

▼ **Mauritanie : don de 21 M USD du FIDA pour le développement de filières agricoles**

Le Fonds international de développement agricole (FIDA) vient d'accorder un don de 21 M USD à la Mauritanie pour la mise en œuvre du Projet de développement de filières inclusives (PRODEFI). Ce projet vise à améliorer les revenus et la sécurité alimentaire de 285 600 petits producteurs de six régions du sud du pays. Le coût du programme s'élève à 45,2 M USD. Il est cofinancé par l'Etat mauritanien (5 M USD), le secteur privé (2 M USD) et les bénéficiaires (2,2 M USD). Le gap de 15 M USD devrait être financé par le secteur privé et/ou par le prochain cycle de financement du FIDA en faveur du pays (2019-2021). A ce jour, le FIDA a financé 13 projets et programmes en Mauritanie pour un montant total de 291,1 M USD.

✉ mamadou.anne@dgtresor.gouv.fr

▼ **Niger : lancement du 7^{ème} plan de réponse humanitaire**

Le Niger a présenté en janvier son 7^{ème} plan de réponse humanitaire, en présence des partenaires techniques et financiers, de l'ensemble du corps diplomatique et du coordinateur du système des Nations Unies. Selon le gouvernement, 1,9 million de personnes ont des besoins, notamment en matière de sécurité alimentaire, de nutrition, de santé, d'eau, d'hygiène et d'assainissement, de protection, de biens non alimentaires et d'éducation. Le Plan de réponse humanitaire dévoilé dans le cadre de cette cérémonie cible 1,5 million d'individus, à travers 120 projets, réalisés par 9 agences des Nations unies et 25 ONG. Le coût global du Plan est de 271 M USD, contre 316 M USD pour le 6^{ème} plan en 2016.

✉ lebaronc@afd.fr

▼ **Niger : l'ADFD finance un projet d'électrification à hauteur de 44,5 M USD**

En collaboration avec l'Agence internationale des énergies renouvelables (IRENA), l'*Abu Dhabi Fund for Development* (ADFD) soutient un projet d'électrification de 150 000 personnes au Niger, via la mise en place d'une mini-centrale photovoltaïque de 2,1 MW qui sera complétée par des installations solaires domestiques. Ce projet bénéficiera, entre autres, à environ 100 écoles qui seront électrifiées et améliorera l'accès à l'eau des populations. Son coût est estimé à 44,5 M USD. ADFD apportera le financement, sous forme d'un prêt d'une échéance de 20 ans, au taux d'intérêt variant entre 1 et 2 %.

✉ michel.dhe@dgtresor.gouv.fr

▼ **Togo : accord provisoire avec le FMI pour un programme FEC**

Les services du FMI et le Togo sont parvenus à un accord provisoire pour la mise en place d'un programme économique et financier qui pourrait être appuyé par une facilité élargie de crédit (FEC) d'un montant de 176 M DTS (environ 238 M USD), soit 120 % du quota du Togo au FMI. Le programme vise à améliorer les conditions de vie des populations et à maintenir un environnement macroéconomique stable, compatible avec la viabilité de la dette publique. Il devrait être présenté au conseil d'administration en avril prochain.

✉ florent.danion@dgtresor.gouv.fr

▼ **Le Togo renonce au financement du barrage hydroélectrique d'Adjarala**

Dans sa loi de finances 2017, le Togo n'a pas prévu de financement en faveur du barrage hydroélectrique d'Adjarala. Les autorités ont justifié cette décision par la nécessité de ramener la dette publique du pays à un niveau soutenable. Pour mémoire, le coût total du barrage est estimé à 457 M EUR, doit être cofinancé par les Etats béninois et togolais et réalisé par la société chinoise Sinohydro. Eximbank of China avait accordé à cet effet au Togo et au Bénin en 2016, deux prêts de respectivement 54,9 et 228,7 M EUR.

✉ florent.danion@dgtresor.gouv.fr

▼ **Nigéria : lancement de la Banque de développement dotée d'1,3 Md USD**

Le ministère des Finances a en effet terminé le processus de sélection de l'équipe dirigeante et a déposé une demande de licence d'exploitation auprès de la Banque centrale du Nigéria. La Banque de développement du Nigéria est financée à hauteur d'1,3 Md USD par la Banque mondiale, la KfW, la Banque africaine de développement et l'Agence française de développement. Un accord avec la Banque européenne d'investissement serait également en cours de finalisation.

✉ victor.berenger@dgtresor.gouv.fr

▼ **Nigéria : construction d'une ligne de chemin de fer Lagos-Ibadan pour 1,5 Md USD**

La construction d'une ligne ferroviaire entre Lagos et Ibadan va débiter le mois prochain. Réalisé par la société chinoise CCECC, ce projet est financé conjointement par le Nigéria et la Chine à hauteur d'1,5 Md USD. La construction de cette ligne a été attribuée par l'administration Obasanjo en 2006 à la CCECC pour 8,3 Mds USD, mais n'avait pas été réalisée, faute de financements suffisants. Le projet a été relancé en 2012, avec la même société chinoise, « découpé » en 6 phases différentes. Le gouvernement fédéral et la CCECC ont également signé l'année dernière un contrat pour la construction des lignes Lagos-Ibadan et de Calabar-Port Harcourt après que les 2 parties ont convenu de réduire le coût total des projets de 11,92 Mds à 11,12 Mds USD.

✉ fabrice.uzum@dgtresor.gouv.fr

▼ **Nigéria : PZ Wilmar investit 80 M USD dans sa raffinerie d'huile de palme brute**

D'après Asoko Insight, PZ Wilmar, co-entreprise entre PZ Cussons International (Royaume-Uni) et Wilmar International Ltd (Singapour) a investi environ 80 M USD pour sa raffinerie d'huile de palme brute au Nigéria. Les chiffres du secteur de l'huile de palme nigérian montrent un déficit d'offre estimé à environ 1,7 M de tonnes par an. Les compagnies nigérianes de production d'huile de palme brute comme Okomu Oil et Presco ont vu leurs résultats s'améliorer depuis que la pénurie de devises a commencé au Nigéria, la faiblesse du naira entraînant une substitution aux importations.

✉ fabrice.uzum@dgtresor.gouv.fr

▼ **Sierra Leone : investissement chinois de 700 M USD dans la mine de fer de Tonkolili**

L'entreprise minière chinoise Shandong Iron and Steel vient d'investir 700 M USD dans une usine de traitement de minerai de fer pour la mine Tonkolili en Sierra Leone. Il s'agit du plus grand investissement industriel dans l'histoire du pays. La capacité de production actuelle de la mine est de 20 M de tonnes par an, qui pourrait être portée à terme à 35 M de tonnes. BMI Research prévoit un ralentissement de la croissance de la production de minerai de fer en Sierra Leone de 15 % en 2017 à 4,2 % en 2021. La Sierra Leone pourrait malgré tout dépasser la Mauritanie et devenir ainsi le deuxième producteur en Afrique d'ici 2019.

✉ fabrice.uzum@dgtresor.gouv.fr

▼ **Burkina Faso : des PPP pour exécuter le programme d'infrastructures routières du PNDES**

Le ministre des Infrastructures a détaillé lors du Conseil des ministres du 5 janvier dernier, le programme de réalisation d'infrastructures routières de l'axe trois du Plan national de développement économique et social (PNDES) et dont l'exécution se fera à l'aide de partenariats public-privé (PPP). Il s'agit de plusieurs tronçons routiers d'une longueur totale d'environ 300 kilomètres. Le Burkina Faso, qui dispose depuis 2013 de sa propre loi PPP (loi n° 020-2013 du 23 mai 2013 portant régime juridique du partenariat public-privé), annonce ainsi les premiers projets depuis la rencontre organisée à Paris début décembre dans le cadre du PNDES (2016-2020) et destinée à attirer les bailleurs de fonds.

✉ sophie.pignon@twobirds.com

▼ **Tanzanie : investissement d'1 Md USD dans la production de manioc pour l'exportation**

La *Tanzania Agricultural Export Processing Zone Limited* (TAEPZ) a signé un accord de partenariat d'1 Md USD avec l'entreprise chinoise *Epoch Agriculture* pour accroître la production de manioc pour l'exportation. Selon son président, Dior Feng, l'entreprise chinoise établira un parc industriel composé d'usines de production de farine de manioc, d'amidon de manioc et de pâte à papier, et s'approvisionnera dans un premier temps dans les régions de Mtwara, Lindi et Pwani. La Tanzanie produit 5,5 millions de tonnes de manioc chaque année, dont près de la moitié sera destinée à la TAEPZ.

✉ beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

▼ **Maurice : le Fonds Vert approuve une participation de 28,2 M USD dans un projet lié aux énergies renouvelables**

Le 15^{ème} conseil du Fonds Vert a approuvé une participation de 28,2 M USD au projet d'accélération de l'impact transformationnel vers une économie décarbonée présenté par Maurice. Ce projet porté par le PNUD et dont le montant total est estimé à plus de 190 M USD, consiste principalement à renforcer les capacités de production en énergies renouvelables du pays. L'AFD devrait intervenir en co-financement avec un prêt au CEB, l'organisme public de l'électricité de Maurice, et avec des solutions de financement proposées aux petits producteurs d'électricité photovoltaïque via les banques mauriciennes bénéficiaires du dispositif SUNREF.

✉ discourm@afd.fr

▼ **Cameroun : prêts d'un montant global de 390 Mds FCFA de la Chine pour le financement partiel de la phase 2 de la construction du port en eau profonde de Kribi**

Le ministre de l'Economie, Louis Paul Motaze, a été autorisé par décrets présidentiels, à signer avec Eximbank China deux accords de prêts d'un montant global de 390 Mds FCFA. Le premier prêt, libellé en dollars et dit préférentiel, s'établit à 524,6 M USD (environ 301,8 Mds FCFA) et le second, libellé en yuan et à taux concessionnel se chiffre à 1 Md de yuan (environ 88,4 Mds FCFA). Les conditions des prêts portant sur la maturité, le taux d'intérêt et le délai de grâce, n'ont pas été rendues publiques.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

▼ **Congo : 193 Mds FCFA d'emprunt obligataire levés pour les infrastructures**

Le ministre des Finances a dévoilé les projets qui seront financés par les 193 Mds FCFA obtenus, en décembre 2016, lors de l'emprunt obligataire du Congo. Ainsi, 68 Mds FCFA permettront la poursuite des chantiers en cours et le démarrage de nouveaux chantiers dans des secteurs prioritaires tels que l'eau et l'électricité ; 14 Mds FCFA serviront à la construction de logements sociaux ; 54 Mds FCFA à la construction de la Cité internationale des affaires à Brazzaville ; 20 Mds de FCFA à l'achèvement des travaux des 12 hôpitaux généraux ; 13,4 Mds FCFA à la réhabilitation des routes aménagées et 25 Mds FCFA pour rembourser une infime partie des arriérés dus au Chinois CSCEC.

✉ ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

SECTEURS D'ACTIVITES

▼ Agriculture et agroalimentaire

▼ Afrique du Sud : mise en place d'une mesure de sauvegarde à l'encontre de la volaille européenne

Le département du Commerce et de l'Industrie a validé les conclusions de l'*International Trade Administration Commission (ITAC)* et décidé d'imposer une mesure de sauvegarde provisoire sur l'importation de poulets congelés en morceaux depuis l'UE. La taxe s'élève à 13,9 % et sera en vigueur jusqu'au 3 juillet 2017. Il s'agit d'une demande des producteurs locaux de poulets que l'ITAC a considérée comme recevable. L'Afrique du Sud est structurellement déficitaire en poulet, en raison de la hausse rapide de la demande, de la perte de compétitivité de la filière locale et de la préférence du consommateur pour les morceaux avec os, ce qui induit un déséquilibre entre l'offre et la demande locale.

✉ guillaume.furri@dgtresor.gouv.fr

▼ Afrique du Sud : publication de la première norme nationale sur l'agriculture biologique

Le *South African Bureau of Standard* a publié le 15 décembre la première norme nationale sur l'agriculture biologique. Cette norme s'appuie sur les recommandations de la Fédération internationale des mouvements de l'agriculture biologique (IFOAM) et prévoit une période de conversion de 6 mois à 3 ans selon le type de production agricole. Le dispositif prévoit soit un système de certification par un organisme tiers accrédité, soit un système de garantie participatif. Cette norme n'est pas exclusive et il restera possible pour les opérateurs de s'appuyer sur d'autres normes à condition qu'elles soient compatibles avec l'IFOAM ou officiellement reconnues par une autorité compétente nationale.

✉ guillaume.furri@dgtresor.gouv.fr

▼ Afrique du Sud : production de maïs en pleine reprise

L'exercice agricole 2015/2016 a subi une sécheresse sans précédent qui a causé une baisse significative de la production agricole sud-africaine, notamment dans le secteur du maïs produit qui est un aliment de base pour la majorité de la population. Le pays, traditionnellement exportateur, a importé l'année dernière près de 4 millions de tonnes de maïs blanc et jaune. Pour la période mai 2016-avril 2017, la production de maïs devrait atteindre 12 millions de tonnes, soit une augmentation de 60 % en glissement annuel.

✉ alexandre.lasserre@businessfrance.fr

▼ Gabon : vers la création d'un Fonds de développement agricole

Le gouvernement gabonais a décidé en Conseil des ministres de la création d'un Fonds de développement agricole. Les parties prenantes de la filière, privées comme publiques seraient mobilisées prochainement autour d'une future table ronde pour établir les bases du fonctionnement du nouvel organe. Ce projet s'inscrit dans le processus d'autonomisation de l'agriculture gabonaise qui compte pour moins de 4 % du PIB, afin de pallier à la dépendance du pays vis-à-vis des importations alimentaires (en moyenne 300 Mds FCFA par an).

✉ naomie.ntumba@dgtresor.gouv.fr

▼ Kenya : importations de maïs mexicain

Le Kenya prévoit d'importer du maïs du Mexique afin de faire face à la pénurie sur le marché local. Non autosuffisant, le Kenya importe traditionnellement auprès de la Tanzanie et de l'Ouganda, mais aussi d'autres pays africains. En raison de la sécheresse qui a touché l'Afrique de l'Est et Australe, la production du maïs a fortement baissé dans la zone, conduisant de nombreux pays à limiter et à en interdire l'exportation, faute de stocks suffisants. Face à cette situation, le Kenya est conduit pour la première fois depuis dix ans à se tourner vers un pays non africain, le Mexique, pour s'approvisionner. Une partie des achats porterait sur du maïs jaune, pour l'alimentation animale, afin de maintenir la disponibilité du maïs blanc pour l'alimentation humaine.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ Maurice : légère augmentation de la production de sucre en 2016

Alors que la pluviométrie en 2016 a été légèrement inférieure à la moyenne saisonnière habituelle, la production totale de sucre de canne en 2016 par les quatre compagnies sucrières en opération (Alteo, Omnicane, Terra et Médine) a atteint 386 000 tonnes (pour 3,8 millions de tonnes de cannes broyées) contre 366 000 tonnes en 2015, soit une hausse de 5,5 %. Cette année, les pluies d'été se faisant attendre, la Chambre d'Agriculture de Maurice estime que la production de sucre pourrait baisser significativement en 2017. En plus des grandes propriétés sucrières, Maurice compte quelque 20 000 petits planteurs cultivant la canne sur une superficie totale d'environ 17 000 ha.

✉ jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr

▼ Energie et matières premières

▼ RDC : la fondation Virunga et Aera Group engagent la 1^{ère} certification carbone pour un projet d'énergie renouvelable

Le parc national des Virunga, l'une des plus importantes réserves mondiales en matière de biodiversité, et Aera Group, leader de la finance carbone en Afrique, engagent la 1^{ère} certification carbone pour un projet d'énergie renouvelable en RDC. Portant sur la centrale hydroélectrique de Matebe (13.6 MW) la certification permettra la délivrance de 50,000 crédits carbone par an (soit le volume annuel d'émissions CO2 évitées). Près de 600.000 personnes bénéficieront directement d'une énergie propre, accessible et compétitive. La stimulation de l'activité économique devrait contribuer à la création de près de 12,000 emplois dans la région de Rutshuru. Aera Group s'engage sur un achat à terme de 250,000 certificats de réduction d'émissions sur les 7 prochaines années offrant ainsi des revenus complémentaires à la Fondation Virunga sur cette période.

✉ a.lepage@aera-group.fr

▼ **Afrique du Sud : Eskom va faciliter la signature d'accords d'achat d'électricité aux IPP**

Eskom et le ministère des Entreprises publiques se préparent à présenter une solution pour faciliter la signature d'accords d'achat d'électricité aux producteurs indépendants d'énergies renouvelables. Toutefois, Eskom pourrait envisager de signer seulement 13 contrats dans l'immédiat (sur 26 projets en attente), correspondants aux projets sélectionnés sur des offres tarifaires inférieures à 62c/kWh. À ce jour, le REIPPPP a permis d'investir près de 200 Mds ZAR dans des projets d'une capacité combinée de plus de 6 000 MW. Les 26 projets en suspens obtenus dans le cadre de la quatrième fenêtre d'appel d'offres ont une valeur d'investissement combinée de 50 Mds ZAR.

📧 ophelie.chevillard@dgtresor.gouv.fr

▼ **Mozambique : Anadarko a soumis le plan de développement du gisement gazier de Golfinho**

Ce plan prévoit la construction de 2 trains de liquéfaction d'une capacité de 6 Mt/an chacun ainsi que des dépôts de GNL, des installations maritimes et des logements pour les travailleurs. Initialement prévue pour fin 2016, la décision finale d'investissement pourrait être annoncée avant la fin de cette année. Anadarko doit dorénavant boucler le financement du projet et sécuriser un marché pour son gaz. Jusqu'à présent Anadarko n'a pu signer que des lettres d'entente portant sur la fourniture de 8 Mt/an de GNL (soit 66 % des capacités de production prévues) qu'il faudra convertir en contrats de vente avant d'annoncer l'investissement final.

📧 ophelie.chevillard@dgtresor.gouv.fr

▼ **Namibie : l'AFD lance un appel à manifestation d'intérêt pour un contrat d'assistance technique**

L'Agence française de développement (AFD) lance un appel à manifestation d'intérêt à destination de cabinets de conseil/consultants actifs dans le domaine des énergies vertes pour un contrat d'assistance technique dans le cadre de la ligne de crédit verte SUNREF en Namibie. Celui-ci vise à soutenir les banques locales et les entreprises namibiennes dans leurs projets de développement d'énergies renouvelables, d'efficacité énergétique et d'utilisation durable des ressources naturelles. La date limite de remise des expressions d'intérêt est fixée au 21 février.

📧 ophelie.chevillard@dgtresor.gouv.fr

▼ **Zambie : l'UE accorde 69 M USD à la Zambie pour financer des projets énergétiques**

L'Union européenne a accordé 69 M USD à la Zambie pour continuer à investir dans le développement de la capacité énergétique du pays. Le deuxième producteur africain de cuivre, dont le barrage de Kariba reste la principale source de production d'électricité du pays, fait face à une crise énergétique sans précédent, causée par une sécheresse importante.

📧 stefane.leny@businessfrance.fr

▼ Afrique du Sud : Impala Platinum cède sa branche chrome

Le producteur de platine Sud-Africain Impala Platinum (aussi connu sous le nom d'Implats) a annoncé sa volonté de vendre ses activités de production de chrome afin de se recentrer sur son cœur de métier, c'est-à-dire les platinoïdes. Rappelons qu'Implats possède aujourd'hui 65 % du capital d'Impala Chrome. Une première cession concernant les intérêts d'Impala Chrome à Rustenburg sera réalisée au travers d'un appel d'offres à destination d'un unique repreneur. Enfin, Johan Theron, porte-parole de la société, a souligné la volonté du groupe de vendre à un acteur local afin de continuer leur stratégie de développement des communautés avoisinant la ville de Rustenburg.

✉ eugenie.chevallot@businessfrance.fr

▼ Nigéria : la NNPC et Schlumberger s'associent dans le domaine de l'exploration pétrolière

Selon un communiqué de presse, la Compagnie pétrolière nationale du Nigéria (NNPC) va s'associer avec Schlumberger pour réaliser des travaux d'exploration et d'évaluation des risques dans les bassins pionniers nigériens (Lac Tchad, Haute-Benue). Schlumberger a également mis en place un fonds de recherche d'1 Md USD dont la NNPC espère pouvoir bénéficier.

✉ fabrice.uzum@dgtresor.gouv.fr

▼ Opep : la Guinée équatoriale candidate à l'adhésion

Ce n'est pas encore fait mais la Guinée équatoriale, en la personne de son ministre des Mines et des Hydrocarbures, Gabriel Mbaga Obiang Lima, a adressé à l'organisation une demande officielle d'adhésion. Si elle était validée, la Guinée équatoriale deviendrait le sixième pays africain membre avec la Libye, l'Algérie, le Nigéria, le Gabon — qui a réintégré l'organisation en 2016 après en être sorti — et l'Angola. Malabo entend relancer sa production pétrolière en recul. Elle était tombée à 270 000 barils par jour en 2014. La Guinée équatoriale affiche des ventes annuelles de pétrole de 10,5 Mds USD, ce qui représente 95 % des exportations du pays, vers la Chine, l'Inde, le Japon ou encore la Corée du Sud.

✉ redaction@jeuneafrique.com - en savoir plus : <http://www.jeuneafrique.com/newsletters/>

▼ Soudan : vers une réouverture du secteur pétrolier soudanais

A la suite de la levée des sanctions commerciales américaines contre le Soudan le 17 janvier, une visite au Soudan de l'opérateur américain Chevron à Khartoum, acteur historique ayant commencé la production pétrolière soudanaise en 1975, devrait avoir lieu très rapidement. Le ministère soudanais du Pétrole a également indiqué la publication en mars d'une note sur les opportunités d'investissement dans le secteur pétrolier. L'ancien Soudan, qui comprenait l'actuel Soudan du Sud, produisait 500 000 barils par jour avant la sécession sud-soudanaise, alors que la production actuelle des deux Soudan n'est que de 200 000 barils par jour environ.

✉ olivier.biltz@dgtresor.gouv.fr

▼ Congo : révision du Code forestier

Le Code forestier de 2000 va être révisé pour permettre au Congo de disposer d'un nouveau cadre législatif et réglementaire répondant aux exigences de développement durable et de lutte contre la pauvreté et les changements climatiques. Au nombre des nouvelles dispositions intégrées dans le Code, figurent entre autres, la mise en place d'un système de vérification de la légalité de l'exploitation forestière et de la traçabilité et d'un système national de certification géré par une structure indépendante. De nouveaux titres d'exploitation seront créés et les sociétés forestières seront dans l'obligation d'optimiser la transformation locale des bois et de valoriser leurs résidus.

✉ ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

▼ Industries

▼ Nigéria : Dangote lance une usine d'assemblage de camions

Le groupe Dangote vient d'annoncer le lancement d'une nouvelle usine d'assemblage de camions à Lagos pour un investissement de 100 M USD, en partenariat avec l'industriel chinois Sinotruck. D'après le journal Vanguard, la nouvelle unité de production de Dangote et Sinotruck (respectivement propriétaires à 60 et 40 %) à Ikeja, devrait produire près de 10 000 camions par an et créer environ 3 000 emplois. Le groupe Dangote est un client habituel de cette entreprise chinoise, une grande partie de sa flotte estimée à 10 000 camions étant constituée de véhicules *made in China*.

✉ fabrice.uzum@dgtresor.gouv.fr

▼ Djibouti : lancement du chantier d'une nouvelle zone franche

Le lancement du chantier de la nouvelle zone franche à Djibouti a eu lieu le 16 janvier 2017. Construite en deux phases et d'une surface finale de 48 km², la zone franche accueillera des zones de stockage et de transport, des entreprises manufacturières et des services bancaires principalement chinois et ce, dès octobre 2017. Cette zone franche, d'un coût de 3,5 Mds USD et qui bénéficiera du soutien financier de la Chine, devrait créer 15 000 emplois. Ce projet est complémentaire du port multimodal et de la ligne de chemin de fer reliant Djibouti à Addis-Abeba (également financés et construits par les chinois).

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ Ethiopie : attribution de la construction de trois parcs industriels à des entreprises chinoises

L'*Ethiopian Industrial Park Development Corporation* a attribué la construction de trois nouveaux parcs industriels à des sociétés chinoises. Les parcs de Bole Lemi II (170 hectares dédiés au textile et à l'habillement pour un coût de 159 M USD) et de Kilinto (279 hectares pour l'industrie pharmaceutique pour 250 M USD), situés à Addis-Abeba, seront construits respectivement par les sociétés CGCOC et CTCE sur financements de la Banque mondiale. Le parc de Jimma (textile et habillement, situé en région Oromo) sera construit par CCCC pour 68 M USD, sur financement public. L'Ethiopie négocie avec la Banque européenne d'investissement et l'Exim Bank of China, pour le financement des futurs parcs industriels.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ Ouganda : lancement de la construction de la nouvelle usine de Hima Cement, filiale du groupe LafargeHolcim

Hima Cement Limited, la filiale ougandaise du groupe LafargeHolcim, a lancé la construction de sa nouvelle usine de ciment en Ouganda. En 2010, Hima Cement avait investi 120 M USD dans l'usine située dans le Rwenzori (Ouest de l'Ouganda), qui produit 0,9 Mt de ciment par an. Ce nouvel investissement de 40 M USD, situé à Tororo (Est du pays) permettra au cimentier franco-suisse de doubler sa production annuelle. Il permettra à LafargeHolcim de répondre à la demande croissante en ciment en Ouganda et dans la région, alors que le secteur de la construction progresse à un rythme supérieur à 10 % par an.

✉ thierry.loussakoueno@dgtresor.gouv.fr

▼ Services

▼ Afrique du Sud : rénovation du port de Durban

La rénovation de deux des six postes d'amarrage inclus dans le projet de rénovation du port de Durban, gérés par *Transnet National Port Authority*, arrive à son terme. Les travaux réalisés au niveau des quais Maydon ont été attribués à Stefanutti Stocks AXSYS et vont permettre un amarrage plus sûr pour des navires d'un tirant d'eau allant jusqu'à 13 mètres. Ainsi, la plus grande zone de gestion de vrac du port va pouvoir répondre à l'évolution croissante du tonnage des navires. Avec une capacité d'accueil passant de 20 000 tpl (tonnes de port en lourd) à 50 000 tpl les quais Maydon connaissent ici une véritable restructuration. Les travaux d'un coût total de 100 M EUR devraient être terminés en 2018.

✉ eugenie.chevallot@businessfrance.fr

▼ Côte d'Ivoire : le groupe de la Banque de Dakar (BDK) ouvre bientôt une filiale à Abidjan

L'agrément d'installation vient d'être octroyé par la Commission bancaire de l'UEMOA. Avec un capital d'environ 22 M EUR, cette filiale devrait commencer ses activités avant la fin du premier semestre de l'année. BDK est détenue par la holding BDK Financial group fondée en 2014 au Luxembourg et contrôlée par des hommes d'affaires internationaux. Le groupe bancaire a commencé ses activités en juin 2015 à Dakar.

✉ saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : bataille entre la Fnac et la Librairie de France

Arrivée dans le pays en novembre 2015 avec un premier magasin franchisé dans le centre commercial Cap Sud de Marcory, à Abidjan, puis un deuxième ouvert en 2016 dans le centre commercial Cap Nord, à l'est de la capitale économique, la Fnac se fait progressivement une place sur le marché. Selon ses dirigeants, l'offre technologique composée de produits bruns (TV, hi-fi, matériel audio et vidéo) et de produits gris (télécoms, multimédia, tablettes, informatique) connaît un franc succès. Mais c'est sur le créneau du livre que la Fnac vient rivaliser avec l'acteur historique de la vente de produits culturels en Côte d'Ivoire, Librairie de France. Librairie de France Groupe reste le leader du secteur du livre, dont il capte près de 70 % du marché formel.

✉ redaction@jeuneafrique.com - en savoir plus : <http://www.jeuneafrique.com/newsletters/>

▼ Nigéria : baisse du nombre d'internautes en décembre 2016

Le nombre d'internautes au Nigéria est en diminution depuis décembre, d'après la Commission nigériane des communications (NCC). Selon leur rapport, le nombre d'internautes, tous types de réseaux confondus, a baissé de 536 346 au total. Le rapport a par ailleurs révélé que sur les 91 910 341 utilisateurs d'Internet en décembre, 91 880 032 étaient connectés sur des réseaux GSM, tandis que seuls 30 309 naviguaient sur des réseaux CDMA. L'analyse de ces données nous indique également que MTN comptabilise 31 753 369 abonnés naviguant sur son réseau au cours de ce même mois. Airtel quant à lui dénombre 19 363 545 internautes et enregistre une hausse en décembre, dépassant ainsi de 219 845 nouvelles souscriptions, son record de novembre.

✉ mounir.alhoz@businessfrance.fr

▼ Kenya : fermeture d'un tiers du réseau d'agences de Bank of Africa Kenya

BOA Kenya envisage de fermer 12 agences, soit un tiers du nombre de ses agences au Kenya (42 à ce jour). BOA Kenya, qui détenait 1,8 % de parts de marché, a connu en 2015 une hausse des prêts non performants et des pertes (1 434 M KES soit 14 M USD). Ce mouvement de diminution du nombre d'agences est néanmoins commun à de nombreux des acteurs du secteur bancaire au Kenya, ces derniers justifiant ces fermetures par un recours accru aux nouvelles technologies.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ Expertise France appuie le renforcement des systèmes de soins palliatifs au Kenya et en Tanzanie

Dans le cadre d'un programme d'amélioration de l'accès à des soins de qualité en Afrique de l'Est, Expertise France, en lien avec l'AFD et le réseau Aga Khan Health Services, contribuera au renforcement des systèmes de soins palliatifs et de prise en charge de la douleur dans les hôpitaux Aga Khan au Kenya (Nairobi, Mombasa et Kisumu) et en Tanzanie (Dar es Salaam). Expertise France collaborera avec l'Institut Curie afin de permettre la mise en place d'un programme de formation innovant dispensé entre Paris, le Kenya et la Tanzanie et destiné à des médecins et infirmiers « futurs champions » de la promotion de l'accès aux soins palliatifs dans leurs pays respectifs (financement AKHS, 0.25 M EUR).

✉ allison.cressy@expertisefrance.fr

▼ Tanzanie : construction d'un nouvel aéroport à Dodoma

Le Premier Ministre tanzanien, Kassim Majaliwa, a confirmé la construction d'un nouvel aéroport international à Dodoma, mais aucun calendrier n'a encore été rendu public. L'aéroport actuel, récemment agrandi, ne peut accueillir que des avions petits et moyens porteurs. L'aéroport de Dodoma deviendrait le 5^{ème} aéroport international de Tanzanie, aux côtés des aéroports de Dar Es Salam (JNIA), Kilimandjaro (KIA), Mwanza (MWZ) et Mbeya-Songwe. Cette annonce intervient dans un contexte de transfert du gouvernement à Dodoma – que le Président Magufuli souhaite achever en 2020 – et de développement de la compagnie nationale Air Tanzania, dont la flotte devrait compter 7 appareils en 2018.

✉ beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

▼ **Tanzanie : report de la livraison du terminal III de l'aéroport international de Dar es Salaam**

Le ministre des Travaux publics, des Transports et des Communications a annoncé un nouveau report de la mise en service du terminal III de l'aéroport JNIA de Dar es Salam à la fin d'année 2017. Lancé en 2013 pour un budget de 230 M EUR, le projet devait initialement être achevé en mars 2016. Selon le contrat originel, les matériaux de construction étaient exemptés de TVA mais le gouvernement du Président Magufuli a annulé cette disposition, préférant rembourser la TVA aux entreprises actives sur le chantier. Les procédures de remboursement des frais de TVA ont pris du retard et l'Etat tanzanien doit aujourd'hui près de 10 M EUR aux entreprises, retard à l'origine du report de la mise en service.

✉ beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

ENTREPRISES

▼ **Mauritanie : attribution d'un contrat de 9,5 M EUR à Cegelec Maroc**

Cegelec Maroc, filiale du groupe Vinci, vient de remporter le marché du premier lot du projet de construction des lignes électriques et des postes associés de la Société Mauritanienne d'Electricité (SOMELEC). Ce lot concerne la ligne électrique reliant la ville de Boghé à celle d'Aleg, toutes deux dans le sud du pays. Le montant de l'offre est d'environ 9,5 M EUR HT.

✉ mamadou.anne@dgtresor.gouv.fr

▼ **Togo : Shell cède ses actifs dans le pays**

Le groupe pétrolier anglo-néerlandais a officialisé la cession de l'ensemble de ses actifs au gouvernement togolais le 11 janvier dernier. Ces actifs couvrent les activités de stockage (desservant le Togo et la sous-région) et un réseau de distribution fort d'une trentaine de stations en franchise. Ils seront provisoirement repris par la holding d'Etat Togo Invest.

✉ florent.danion@dgtresor.gouv.fr

▼ **Gabon : Carlyle Group rachète les actifs de Shell Gabon**

Présent depuis plus de 50 ans au Gabon, notamment sur les gisements de Rabi Kounga et Gamba/Ivinga dans le nord-ouest du pays, Shell Gabon SA revend ses actifs pétroliers terrestres au groupe américain Carlyle International Energy Partners. Le coût de la transaction est estimé à plus de 500 M USD.

✉ naomie.ntumba@dgtresor.gouv.fr

CARNET ET AGENDA

▼ Madagascar : visite du ministre chinois des Affaires étrangères

Le 7 janvier 2017, le ministre chinois des Affaires étrangères, Wang Yi, a rencontré le Président de la République à Tananarive. Wang Yi et son homologue malgache ont signé un mémorandum dans lequel la Chine s'engage à renforcer les relations bilatérales dans les domaines de l'agriculture, de la pêche, des transports, de l'industrie et des infrastructures. Le ministre chinois a par ailleurs annoncé la construction d'une route de 19 km près de Tananarive, un don de deux bateaux garde-côtes et le financement de la réhabilitation des bâtiments du ministère des affaires étrangères malgache. Pour mémoire, la Chine est le premier partenaire commercial de Madagascar avec un volume d'échanges de 1,1 Md USD en 2015, devant la France.

✉ eric.noitakis@dgtresor.gouv.fr

▼ Afrique australe : 3^{ème} conférence du réseau des établissements d'enseignement agricole de la région Afrique Australe et océan Indien

La 3^{ème} conférence du réseau des établissements agricoles professionnels de la région Afrique Australe et océan Indien (REAP AAOI), créé en 2012 à l'initiative du lycée agricole de St Paul à la Réunion et de *l'agricultural college* de Cedara en Afrique du Sud, s'est tenue fin novembre à la faculté d'agriculture de l'île Maurice sur le thème de l'innovation et du développement des produits de terroirs. Le REAP AAOI réunit 17 membres de 3 pays du continent africain (Afrique du Sud, Mozambique, Tanzanie) et 7 îles et archipels de l'océan Indien (Seychelles, Union des Comores, Madagascar, Maurice et Rodrigues et les deux îles françaises Réunion et Mayotte).

✉ guillaume.furri@dgtresor.gouv.fr

Les analyses et commentaires développés dans cette publication n'engagent que leurs auteurs et ne constituent pas une position officielle du MAEDI ni des ministères économiques et financiers. La lettre d'information économique est réalisée conjointement par la **DIRECTION AFRIQUE ET OCEAN INDIEN** du ministère des Affaires étrangères et du Développement international et par la **DIRECTION GENERALE DU TRESOR** du ministère de l'Economie et des Finances.

Contacts

sandrine.lafaye@diplomatie.gouv.fr
anne.cussac@diplomatie.gouv.fr
tresor-communication@dgtresor.gouv.fr

Directeur de la Publication

Marc Bouteiller

Rédacteurs en Chef

Samuel Goldstein (DG Trésor) et Marc Bouteiller (DAOI)

Rédacteurs en Chef adjoints

Caroline Richard (DG Trésor) et Anne Cussac (DAOI)

Remerciements à :

l'AFD, Business France, CCI France International, CCI Paris-Ile de France, CMS Bureau Francis Lefebvre, Conseil français des investisseurs en Afrique, Conseillers du commerce extérieur de la France, Conférence permanente des Chambres de commerce africaines, Expertise France, Gide, Maison de l'Afrique, Croissance Peace et MEDEF International pour leur contribution à la réalisation et la diffusion d'Objectif Afrique.

Contributions :

Vous souhaitez contribuer à Objectif Afrique ?

Pour une contribution en provenance de France, envoyez votre article à :
objectifafrique.daoi@diplomatie.gouv.fr

Pour une contribution en provenance d'Afrique, envoyez votre article au chef du service économique de l'ambassade du pays concerné (prenom.nom@dgtresor.gouv.fr; liste des services économiques par pays : <http://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays>)

AVEC LE CONCOURS DE :

